



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Il y a 75 ans la première bombe nucléaire tuait des centaines de milliers d'innocents

Les 6 et 9 août 1945 les habitants d'Hiroshima et Nagasaki, principalement des femmes, enfants et personnes âgées furent massacrés par la bombe nucléaire.

À l'occasion du 75^e anniversaire de ces massacres, la CGT rappelle l'urgence de la démilitarisation des relations internationales, de la diminution des dépenses militaires (1917 milliards de dollars en 2019 qui pourraient être réorientés vers la santé, l'éducation, la protection de l'environnement et la culture), la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD) et l'élimination totale de toutes les armes de destruction massive, dont les armes nucléaires, notamment par la ratification par la France du Traité sur l'Interdiction des Armes nucléaires (TIAN).

Les massacres d'Hiroshima et de Nagasaki, perpétrés par les États-Unis au motif d'épargner la vie des soldats américains n'avaient en réalité pour seul but que d'assurer le leadership des États-Unis sur le monde, en anticipant la division en deux blocs. Aujourd'hui, l'ouverture des archives soviétiques comme américaines prouve que le Japon avait avant ces deux bombardements proposé sa reddition sans réaction des autorités américaines.

La crise mondiale, sanitaire, économique et sociale qui tue dans l'ensemble des états les plus fragiles et précaires, et rend les pauvres plus pauvres, a montré le danger qu'est le manque de structures de services publics, de santé, d'éducation et de culture dans chaque état. Il est temps comme la CGT le dit souvent de réorienter le monde vers une gestion qui sera centrée sur l'homme, l'environnement, le respect des espèces animales et végétales.

La CGT avec ses partenaires, dont le mouvement de la Paix, contribuera au succès de la « *vague mondiale de la paix* » du 6 au 9 août 2020 et invite ses organisations à participer le samedi 19 septembre à l'organisation partout en France de marches pour la Paix dans le cadre de la journée internationale de la Paix.

Montreuil, le 7 août 2020